

# Les médias et l'insécurité

Débat organisé le 27 août 2002

**Christian Dauriac**

*Directeur du projet numérique  
de France 3*

## Introduction

Un certain nombre d'entre vous participent pour la deuxième année à ces *Entretiens de l'information*, manifestation parallèle à l'Université d'été de la communication. C'est une démarche qui rassemble à la fois des écoles de journalisme, des syndicats de journalistes, des organisations professionnelles de la presse – essentiellement le syndicat de la presse quotidienne régionale... –, les médiateurs en poste dans les journaux, les chaînes de radio et de télévision, de grandes associations et des mouvements comme la Ligue de l'enseignement, la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union fédérale des consommateurs et des personnalités indépendantes – des journalistes, des universitaires, des avocats, des chercheurs et des magistrats.

Le principe de ces *Entretiens de l'information* est d'abord de nous donner du temps et, pour traiter de sujets importants, d'entendre le plus grand nombre possible d'intervenants. L'idée est que chacun ait le temps de s'exprimer.

Dans la première partie de cette table ronde, nous avons demandé à des universitaires de s'exprimer et, ce que nous souhaitons, c'est qu'un dialogue s'instaure entre des témoins directs des événements que nous traitons et les journalistes : les questions de la salle auront donc une large place dans notre table ronde.

Ce matin, nous réfléchissons donc particulièrement à la question des médias et de l'insécurité, puisqu'un certain nombre de

conclusions pré et post campagne électorale ont montré qu'une campagne importante s'était déroulée concernant l'insécurité dans nombre de journaux, de chaînes de radio et de télévision.

Nous souhaitons revenir, avec les acteurs et les observateurs, sur les raisons pour lesquelles les choses se sont passées de telle ou telle façon, et quelles en ont été les conséquences, sans aller très avant dans les conséquences qui concernent la campagne présidentielle, puisque ce sujet est celui de la table ronde de cet après-midi.

Nous reviendrons sur la manière dont les médias ont travaillé et nous nous interrogerons sur les choix qui ont été opérés par les rédactions. C'est pour la raison que participeront à ce débat trois représentants de rédactions qui travaillent au quotidien.

Sont avec nous : David Pujadas, présentateur du 20 Heures de France 2 ; Bernard Loche, co-rédacteur en chef de l'émission « Saga-Cités », qui traitait depuis 1991 de la vie des cités, avec la volonté d'en apporter un regard positif et qui n'existe plus depuis le mois de juin ; Bruno Beschizza, secrétaire général de Synergie Police ; Jean-Marie Bayle, directeur adjoint de la rédaction de LCI ; Jean-François Tétu, universitaire ; Bernard Boudic, ancien directeur des informations générales de *Ouest-France*, qui travaille actuellement auprès de la direction générale pour actualiser la charte des faits divers de ce quotidien ; Bruno Aubusson de Cavarlay, président de l'association « Pénombre » – « peine » et « nombre » – qui regroupe des universitaires, des statisticiens, des pénalistes pour décortiquer les nombres et les chiffres, et qui publie deux revues la *Revue blanche* et la *Revue grise* ; Jean-Claude Allanic, médiateur de France 2.

## Jean-François Tétu

*Professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon*

Il y a une vingtaine d'années, j'ai créé à l'Institut d'études politiques de Lyon la section « Politique et communication » et je dirige une équipe de recherches qui s'appelle « Médias et identités », consacrée essentiellement à la construction médiatique des identités, entendue d'un point de vue plutôt politique, c'est-à-dire tout ce qui tourne, dans un groupe social, autour de l'appartenance et de l'exclusion, donc fatalement autour des conflits. Depuis le développement de la politique de la ville, nous sommes liés par contrat au ministère de l'Équipement et, personnellement, j'avais travaillé antérieurement sur ces premières formes de conflits urbains qu'avaient été l'explosion des Minguettes en 1981, puis, une dizaine d'années plus tard, l'émeute du Main du Taureau

à Vaulx-en-Velin, qui a été très emblématique, donnée comme une explosion urbaine d'autant moins compréhensible que Vaulx-en-Velin venait de faire l'objet d'une réhabilitation fêtée triomphalement quelques mois plus tôt. L'essentiel de mes travaux porte sur les questions de construction de l'actualité et sur le fonctionnement des médias, surtout écrits.

La première question que se pose un universitaire est de s'interroger sur ce dont on parle lorsqu'on évoque l'insécurité. En effet, du point de vue du sociologue, l'insécurité peut se définir comme une incertitude face à l'avenir, renforcée par l'inaction de l'État. Cette incertitude face à l'avenir se vit d'abord par la précarité de l'emploi puis, ensuite, chez les jeunes, par l'exclusion scolaire : à Rieux-la-Pape, banlieue lyonnaise moins médiatisée que Vaulx-en-Velin et lieu où le Front national fait ses meilleurs scores, la population scolaire arrivant au niveau du bac est de moins de 40 %, ce qui est très loin du niveau national. On peut également souligner une forme de dilution du lien social particulièrement nette du fait de l'absence d'urbanisme pensé dans la construction des banlieues, il y a un certain nombre d'années. Ce sont donc au moins ces trois phénomènes – dilution du lien social, précarité de l'emploi et exclusion scolaire – qui caractérisent les formes majeures de l'insécurité.

Or, ce n'est pas du tout cela que l'on trouve dans les médias où, lorsqu'on parle d'insécurité, on parle de violence, et particulièrement des violences urbaines dans les banlieues. En fait, on passe donc d'un problème global de société, sur lequel les chercheurs en sciences sociales attirent l'attention depuis des années, à du fait divers.

Cette question de la place de l'insécurité dans les médias a explosé après le premier tour des élections présidentielles. Je voudrais en évoquer les raisons et examiner si cette montée est bien liée, comme on le prétend depuis quelque temps, à la proximité de cette élection.

### *La montée de la place de l'insécurité dans les médias*

Tous les indicateurs montrent que la place que prend l'insécurité dans les médias a crû de façon très importante au cours des dernières années. J'y verrais, pour ma part, trois causes.

La première est une sorte de contraste extrêmement vif entre, d'une part, l'évidente montée de la petite délinquance, en particulier urbaine, et, d'autre part, une dénégation de cette montée par la classe politique en général, à l'exception du Front national, dénégation beaucoup plus marquée du côté de la majorité au pouvoir du moment que de son opposition.

Le deuxième point est la prise de position publique des policiers, qui contraint les journalistes à parler des revendications de ceux-ci et donc à voir ce qui les fonde. Je suis persuadé, pour ma part, que les manifestations et revendications des policiers au printemps 2001 et à cet automne ont eu une place déterminante, parce que les journalistes sont obligés d'en parler et, de ce fait, de reprendre un certain nombre d'arguments ou de thèmes avancés par les forces de police.

Le troisième élément est, évidemment, la proximité des élections : d'abord les élections municipales de mars 2001, puis les élections présidentielles de cette année, donnent une force tout à fait particulière à la place de ce thème dans le programme des candidats.

Mais, pour moi, la véritable montée du discours sur l'insécurité ne se situe pas au printemps 2002, mais au printemps 2001, c'est-à-dire dans les deux mois qui précèdent les élections municipales, et se poursuit ensuite. Par exemple, cela se poursuit l'été dernier par les discours sur les couvre-feux dans un certain nombre de villes de province à l'occasion des vacances, et je me suis demandé si les attentats du 11 septembre avaient eu un effet dans ce propos. Je pense que l'effet est assez indirect : ils ont produit une sorte de contamination du sentiment d'insécurité liée à une conscience de la mondialisation qui permet d'organiser le lien entre l'insécurité et le refus de l'Europe, de la mondialisation, dans le discours du Front national par exemple.

### ***Une brusque décrue après le premier tour des élections présidentielles***

Cette décrue est extrêmement brutale. Pour n'en prendre qu'un indicateur, le 19 avril, sur TF1, le journal télévisé se déroule ainsi : les titres – 1,29 mn –, le crash d'un avion de tourisme à Milan – 3,50 mn –, démantèlement d'un réseau de cambrioleurs à Nice – 2,17 mn –, une voiture-bélier défonce le commissariat de Chambéry – 20 s –, réunion des familles de la tuerie de Nanterre – 1,58 mn –, durcissement de la législation sur les armes à feu par Lionel Jospin – 2,17 mn –, etc. Donc, il s'est passé presque quinze minutes, au début du journal, pendant lesquelles on n'a parlé que de ce genre de choses.

Huit jours plus tard, voici le déroulement du même journal télévisé : les titres, dernier meeting de Jacques Chirac à Villepinte, meeting de Jean-Marie Le Pen à Marseille, François Bayrou à Marseille, reportage sur des militants, etc. Il se passe un quart d'heure avant que ne soit abordée la première question relative à l'insécurité et il n'y a que deux thèmes très courts qui y sont consacrés : l'arrestation de cinq membres

de l'ETA – 1,34 mn – et les obsèques de 19 morts de la tuerie d'Erfurt. Il n'y a rien sur l'insécurité en France.

À mon avis, cette décreue vient de la surprise causée par la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour des élections et du lien qui s'est opéré entre le discours sur l'insécurité et cette présence du Front national.

Comment peut se faire ce genre d'association ? Tout d'abord, depuis les élections municipales de 2001, l'insécurité est un thème majeur du Front national avec une idée propre à celui-ci, développée depuis vingt ans : cette insécurité est liée aux étrangers et, en particulier, aux jeunes Français d'origine étrangère. Ce phénomène, comme l'a dit Alfred Grösser à de nombreuses reprises, est extrêmement proche de la montée du Juif comme responsable des problèmes économiques de l'Allemagne au début des années trente.

Cela est accentué par le fait que les politiques, en général, tout comme les médias, sont très discrets sur les réalisations de l'Europe communautaire. Autrement dit, l'intérêt d'une sortie de l'espace national est peu sensible dans les discours politiques et médiatiques.

Enfin, le mécanisme idéologique du Front national fait se rejoindre le côté national et le propos socialiste. « National », parce qu'il faut avoir un réflexe national face aux « a-patrides » et le rapport entre le national et l'apatride se fait sur le lien entre l'immigré et les méfaits supposés de l'Europe communautaire et de la nationalisation. Il y a donc un lien entre l'insécurité vécue sur le terrain sous la forme de délinquance et une insécurité plus globale, dont le chômage est un aspect, que l'on suppose liée à la mondialisation.

Pour moi, le phénomène monte en puissance d'une manière très forte à la fin du mois de janvier 2001, sur un épisode intéressant, constitué par l'affrontement de deux bandes à la Défense, suivi le mardi de la publication des chiffres de l'insécurité de l'année 2000 par le Gouvernement, et le mercredi, par l'annonce au Conseil des ministres de la création de 1000 emplois supplémentaires de policiers. Autrement dit, la réaction immédiate du gouvernement aux affrontements de la Défense est considérablement amplifiée dans l'ensemble des médias. En quelques jours, on constate que ce thème-là devient présent partout. Je crois que cet exemple est emblématique parce que, contrairement avec ce qui se passait un mois plus tôt, avec des voitures qui brûlent à Strasbourg, dans les banlieues, ici les bandes déferlent en centre ville, un samedi, pendant que les gens font leurs courses ; les acheteurs sont pris entre les deux bandes, les vendeurs n'y comprennent rien : c'est l'irruption au sein de l'espace social « normal » d'une violence que, jusque-là, on voyait loin. D'autre part, cet épisode est raconté, dans tous

les médias, par des gens qui sont comme vous et moi, promeneurs, vendeurs, c'est-à-dire qui représentent une appartenance normale au corps social et symbolisent l'atteinte violente faite à la société.

J'en retiens trois éléments :

*La façon dont est construite la mise en scène médiatique.*

Il y a un effet de réel, venant d'une narration systématique au présent et comportant une foule de détails réalistes. Par exemple, le titre du *Figaro* annonce une charge de CRS devant des vitrines « annonçant les soldes » : le fait que les vitrines annoncent les soldes n'a rigoureusement rien à voir avec l'histoire ! Dire que les jeunes ont des poignards, des battes de base-ball, etc. explique des choses sur l'affrontement, mais le détail « vitrines annonçant les soldes » n'a rien à voir avec le conflit, mais cela fait partie de l'écriture réaliste qui, depuis un siècle, est un modèle d'écriture journalistique. Ensuite, la description de ce qui s'est passé est systématiquement faite par des narrateurs qui sont pris dans l'événement et qui légitiment le discours du journaliste. Ce discours est polyphonique, mais cette polyphonie consiste simplement à ancrer l'événement dans sa réalité humaine : ce sont des gens qui ont vécu l'événement et qui sont doublement légitimés comme témoins et comme victimes et, de ce fait, ils légitiment le propos du journal. La photographie confirmait évidemment cela, sous la forme d'une dramatisation avec les attributs usuels : foulards, cagoules, battes de base-ball, etc., accentués dans certains médias par des flèches et des montages temporels.

*La façon dont se construisent les identités.*

L'identité collective, sociale, est mise en question par un certain type de violence qu'expriment, par exemple, les clients paniqués. C'est la définition du corps social qui est mise en jeu, avec la construction des jeunes comme « asociaux », de trois façons :

- le vocabulaire qui les désigne – les hordes, les meutes... – est un vocabulaire animalier qui n'est pas loin du « sauvage », d'où l'on peut facilement dériver vers le « sauvageon », etc. ; ce sont, d'autre part, des bandes « suspectes », « rivales », ce qui les ancre plutôt du côté du grand banditisme ; autrement dit, ce sont des animaux ou des hors-la-loi ;
- ils sont équipés, ils ont des battes de base-ball, des armes virtuelles, etc. ; ils détiennent un pouvoir de faire le mal et, ensuite, ils veulent en découdre ; ils sont détenteurs d'un « vouloir faire du mal » qui s'expriment par de multiples

provocations, notamment à l'égard des forces de l'ordre et cela peut se résumer par : « ces bandes qui font peur » ;

- le troisième point est la description des actions commises ; il s'agit d'agression de personnes âgées, de jeunes mères de famille – on raconte qu'à la Défense un bébé a été jeté en dehors d'une voiture par quelqu'un qui en a éjecté la mère – agression de policiers, etc.

### *L'État*

Cette construction de la figure du jeune de banlieue comme adversaire de la société impose la construction d'une autre figure qui est celle de l'État dont le programme d'action ne peut être logiquement que la répression.

Dans la logique du jugement porté par les journalistes – crapules, hordes, etc., des jeunes comme sujets de l'action –, ces jeunes s'affrontent à d'autres sujets qui sont, soit des « appareils répressifs d'État » – pour reprendre l'expression d'Althusser –, notamment la police, soit des appareils idéologiques d'État, qui sont l'École, les transports en commun, etc., l'ensemble de ce qui est supposé être les gens qui maintiennent un discours dominant. Or, l'État se trouve en retard : « il y a en face de cela, une véritable guerre à mener », « le champ de bataille de la sécurité », « les Français ont peur », « il faut mettre un coup d'arrêt à l'insécurité », « il n'y a pas de fatalité de l'insécurité, il n'y a qu'un manque d'autorité de l'État », etc.

Autrement dit, on a une représentation dominante d'un groupe dont l'identité est menaçante et dont les actes sont autant d'agressions qui sont faites au corps social et aussi au corps national. Par exemple, ce qui va être énormément repris après les manifestations de policiers, c'est le comportement de racisme anti-blanc et anti-Français des jeunes de banlieues. Il se trouve que l'an dernier, une partie de la presse a repris cette représentation en la légitimant par la plus haute autorité de l'État, c'est-à-dire des propos du Président de la République. Il y a là une subtilité intéressante de la presse populaire qui intègre dans son propre discours une autre voix, institutionnelle, celle du Chef de l'État, dont l'autorité ne peut évidemment pas être contestée, sur la vision de ce que devrait faire l'État et de ce que ne fait pas le Gouvernement.

Premièrement, il y a un certain nombre de choses difficiles à comprendre. Par exemple, pourquoi les médias sont-ils très régulièrement durs à l'égard des policiers et, très régulièrement, favorables à la position policière ? Il n'y a qu'une seule explication : lorsqu'on regarde dans quelles circonstances les médias sont globalement

favorables à l'action policière et dans quels cas ils y sont globalement défavorables, il suffit de regarder où est la victime. Dans tous les cas, il y a une « prime » à la victime. Si les policiers, notamment les ilôtiers, se font provoquer ou agresser par des jeunes, la presse, notamment locale, prend leur parti. En revanche, dès qu'on se trouve en face de bavures policières, il y a un renversement immédiat. La position médiatique, en tant que représentante du corps social, est systématiquement favorable à la victime – on trouve actuellement la même chose concernant le conflit israélo-palestinien.

En deuxième lieu, il y a le rapport à l'État. Lorsque celui-ci est en difficulté, il a deux stratégies. La première est la dissimulation. C'est ce que l'on a vu dans le premier mouvement des banlieues, aux Minguettes en 1981 : « il ne se passe rien, ce sont des gamins, etc. » Cette dissimulation consiste à masquer la signification politique de ce qui se passe. On l'a vu puisque c'est de cette même banlieue lyonnaise qu'est partie la Marche des Beurs, deux ans plus tard, qui redonnait une signification politique à ce que l'on traitait comme des « incivilités ». Si la dissimulation ne fonctionne pas, le deuxième moyen est la simulation : c'est la guerre et, en face de la guerre, il faut en prendre les moyens.

L'insécurité a réintroduit un clivage gauche-droite qui avait tendance à se dissoudre. Ensuite, le 11 septembre a réaccélééré les choses, en particulier avec le vote de la Loi Sécurité et des propos du type : « Toute infraction mérite sanction » etc., comme si le politique avait cédé à l'injonction répétée depuis un an faite au gouvernement d'être actif. C'est une évolution : la sécurité devient une priorité politique. Enfin, la représentation dominante est qu'il faut éradiquer le mal par la punition de ses auteurs.

Il y a donc peu de progrès sur le traitement de la violence sociale – par exemple concernant l'échec scolaire dans les banlieues – et la seule perspective politique à laquelle poussent les médias reste la répression pour protéger la société. En fait, l'altération du lien social conduit à un double discours : du côté des lecteurs, on a une représentation d'une société en insécurité, avec une violence montrée, et, en direction des acteurs politiques, l'injonction de remettre en place une identité sociale stable. Autrement dit, de fait, à mes yeux, le discours médiatique depuis un an et demi a appelé une violence politique à l'égard des jeunes.



## Bruno Aubusson

*Association Pénombre*

Je suis chercheur au CESDIP – Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales –, laboratoire qui relève à la fois du CNRS et du ministère de la Justice. Je travaille essentiellement sur une approche quantitative des questions de police, de justice pénale et d'exécution des peines. Sur le plan professionnel, mon propos s'organise principalement à partir des chiffres. En tant que chercheur, je suis assez souvent amené à entrer en relation avec des journalistes : ce rapport n'est pas toujours très satisfaisant et cela de longue date. En 1993, un groupe de chercheurs, de journalistes, de personnes impliquées dans la politique pénale, ont éprouvé le besoin de créer une association pour partager leur sentiment et leurs expériences, et essayer d'améliorer un peu la situation. Maintenant, Pénombre est une association qui a grandi. Elle ne s'intéresse plus qu'aux seules questions pénales et nous avons essayé de développer notre approche autour d'un bulletin : il s'agit d'une lettre d'information et non une revue académique dans laquelle notre propos est de réagir à la façon dont les chiffres sont utilisés – mal ou bien, selon les cas. Actuellement, les 500 personnes qui forment cette association s'intéressent, outre les questions pénales, aux questions sociales en général, à la santé, à la gestion des risques, à l'éducation, etc. Malgré tout, les questions d'insécurité et de délinquance restent au cœur de notre approche.

Je partirai de la question de la montée du thème de l'insécurité dans les médias pour tenter de l'éclaircir un peu. La forte croissance du traitement de l'insécurité dans les médias, a été liée probablement au fait que nous étions en période électorale, et s'est donc étalée à peu près sur deux années, à partir des élections municipales. Lorsque Jean-François Tetu évoquait devant vous comment avait fonctionné le journal télévisé, à trois semaines d'intervalle, il avait devant les yeux un article paru dans le magazine *Médias* qui publiait en même temps un indice de pression médiatique construit par une société qui s'appelle TNS qui montrait une montée en puissance du thème de l'insécurité dans les médias depuis le second semestre 2001.

Un raisonnement facile consisterait à dire que nous disons tous que la délinquance explosant à partir de ce moment-là, les médias n'ont fait que refléter une explosion de la délinquance en en parlant de plus en plus. Cela me paraît un schéma trop simpliste pour analyser la situation. Il m'apparaît aussi qu'en faire une grande nouveauté est historiquement faux : au milieu des années soixante-dix, les questions d'insécurité étaient

déjà extrêmement présentes dans la presse et leur politisation était très importante. À l'occasion du débat de l'abolition de la peine de mort, débat politisé qui avait des conséquences très importantes, on avait déjà des sondages sur l'insécurité, des Unes sur le sujet et, à l'époque, certains ont considéré que Buffet et Bontemps étaient passés à la guillotine à cause du traitement médiatique de l'insécurité.

En 1981, l'élection présidentielle est précédée d'un très fort débat sur l'insécurité. On a voté la loi Sécurité Liberté au début de 1981 et, déjà à cette époque-là, le problème était largement posé dans les médias.

Au milieu des années quatre-vingt, on parle beaucoup du développement de la petite et de la moyenne délinquance et on parle de l'explosion du nombre des cambriolages et des petits vols de toutes sortes qui empoisonnent la vie des citoyens. Les médias font beaucoup dans le reportage sur ce qui commence à se passer dans les banlieues, peut-être pas d'une manière aussi étalée dans le temps que ce qui s'est passé au cours des dix-huit mois écoulés, mais les mêmes épisodes apparaissent avec les premières explosions dans les banlieues, dont Jean-François Tétu a parlé tout à l'heure.

En 1998, la délinquance juvénile occupe tout d'un coup une place fantastique dans le traitement médiatique. Moi-même, à cette période-là, je suis appelé tous les quinze jours pour donner un avis ou pour participer à une émission.

Entre toutes ces vagues, il y a peut-être des apaisements, mais il s'est construit quelque chose sur la façon dont les médias abordent le sujet, depuis longtemps.

Autour de cette notion d'insécurité, je pense qu'il faut commencer par clarifier les concepts. Du point de vue des chercheurs, il faut distinguer ce qui relève du comportement des gens que l'on va, éventuellement, appeler des délinquants, et ce qui relève de l'insécurité qui est de l'ordre du sentiment, de l'opinion, de l'attitude des gens par rapport au problème de délinquance.

La délinquance, c'est la délinquance commise ou la délinquance enregistrée, qui ne se mesurent pas de la même façon. La délinquance, c'est commettre des actes pénalement répréhensibles, et elle ne doit pas être confondue avec la déviance qui relève de comportements en écart par rapport aux normes dans une société donnée, mais qui ne sont pas forcément répréhensibles. La déviance peut poser des problèmes à certains moments : on a beaucoup parlé d'incivilités, ce qui rendait le débat un peu confus : des comportements sont problématiques socialement, sans relever de la délinquance.

Du côté de l'insécurité, du sentiment, il faut aussi faire des différences. Il en est une, fondamentale, faite par les chercheurs, entre ce qui relève de la peur du crime, ce qui relève de la crainte d'être agressé, de la crainte de subir soi-même un acte délinquant, qui est une attitude assez précise par rapport à la vie courante, et ce qui relève d'un sentiment d'insécurité en général, de quelque chose de très diffus et qui n'est pas forcément relié aux risques encourus par chacun : c'est un élément clé de la compréhension des questions d'insécurité dans la société pour les sociologues spécialistes de cette question-là. Les gens qui éprouvent un sentiment d'insécurité important ne sont pas forcément ceux qui sont exposés à un risque de victimisation important. On peut même dire qu'une partie de la population, assez en retrait par rapport au développement social, éprouve le sentiment d'être dans une impasse ou d'être méprisée dans une certaine hiérarchie sociale, n'a pas de problèmes de victimisation et ne souffre pas particulièrement de la délinquance, mais éprouve un très grand sentiment d'insécurité.

En face de ces notions-là, il me semble que, surtout ces dernières années, la pression médiatique sur l'insécurité privilégie effectivement le fait brut, la mise en scène d'événements relevant de la délinquance, de la déviance, de comportements censés engendrer, à eux seuls, tout le sentiment d'insécurité. Cette façon de traiter la délinquance ou l'ainsi nommée insécurité n'est pas nouvelle : pour les chercheurs qui se sont intéressés à la façon dont la presse abordait ces questions, c'était même, il y a vingt ans, un clivage entre une presse qui accorde une grande place aux faits divers et qui traite les questions de délinquance et de criminalité essentiellement par cette voie-là et, d'un autre côté, une presse d'information générale qui accorde beaucoup moins de place aux faits divers et traite ces questions-là comme un fait de société, par une approche plus socio-politique. On constate un effacement de cette distinction et une montée de l'importance accordée aux faits divers dans tous les organes de presse, avec tout ce que cela a comme conséquence parce que cette approche a une portée émotionnelle importante : c'est l'image et le récit qui priment, et cela a très certainement des conséquences importantes sur le sentiment diffus d'insécurité que j'ai évoqué tout à l'heure. En effet, cette population à laquelle il n'arrive pas grand-chose, mais qui se sent en grande insécurité alimente très facilement son sentiment par ce qui arrive aux autres – « *Si on en parle beaucoup à la télévision, c'est que cela arrive aux autres et j'ai bien raison d'avoir peur !* ».

Une autre conséquence de ce traitement médiatique répétitif de faits de délinquance comme des faits divers est qu'elle produit le sentiment

d'un accroissement, et bien d'un accroissement chiffré, par la simple répétition des faits qui sont rapportés. J'ai pu le constater dans l'un des épisodes de questions de délinquances juvéniles que j'ai vécu : pendant trois mois, il y a deux ans, on a accordé beaucoup d'importance aux mineurs meurtriers ; après-coup, on s'est aperçu que le nombre de mineurs auteurs d'homicides connus de la police n'a pas augmenté – on peut parler de deux faits par semaine, de façon régulière –, mais il suffit d'aller les chercher, de faire l'historique des faits qui se sont produits pendant trois mois, de présenter cela comme quelque chose de radicalement nouveau, et on produit le sentiment que quelque chose est en train d'augmenter. Ce « quelque chose qui est en train d'augmenter » est immédiatement mis en rapport avec ces sondages qui reviennent, eux aussi, de façon répétitive, sur le sentiment d'insécurité et qui sont toujours présentés comme s'ils étaient d'une nouveauté radicale – on dit toujours que 70 % des Français répondent plutôt d'accord, d'accord ou tout à fait d'accord à la question : « *Vous sentez-vous plus en insécurité qu'autrefois ?* », et ce sondage est fait depuis le début des années soixante-dix, avec les mêmes réponses. Cette façon de présenter l'information et de commencer à la mettre en chiffres donne un support certain à l'idée que l'on est en face d'une explosion de la délinquance. Le mot « explosion », dans son emploi répété, est assez nouveau et apparaît surtout au début de l'année 2002 : on a parlé auparavant de « croissance exponentielle », on peut parler de « croissance rapide », mais « explosion » est un mot assez fort. Je ne sais pas qui l'emploie le premier et qui le met en circulation : dans le cadre de la préparation de notre grande nuit des élections « Pénombre », on essaye de tracer un peu l'usage des chiffres et des mots et je repère qu'en septembre 2001, dans une fiche du service Études et documentation du Front national, apparaît le mot « explosion » de la délinquance pour qualifier les 10 % d'augmentation dont on a beaucoup parlé après. Dire que 10 %, c'est une « explosion », c'est déjà une façon de présenter les choses : sur les 25 années écoulées, il y a eu des années où l'augmentation de la délinquance enregistrée était de 10 % et on n'avait pas parlé d'explosion.

Dans l'utilisation médiatique des chiffres, quelque chose me paraît de plus en plus récurrent qui, à mon avis, est dommageable : accompagner cette mise en scène répétitive des faits de délinquance de chiffres tous plus catastrophiques les uns que les autres et présentés en parallèle comme si l'on parlait de la même chose. On vous raconte un vol avec violence particulièrement sordide commis par deux jeunes sans aucun respect de la personne humaine contre une personne sans défense dans une banlieue difficile : images, récit... cela émotionne ; sur la même

page, on met le graphique d'augmentation du nombre de vols avec violence et on dit que 46 % de ces vols sont commis par des mineurs. Donc, les chiffres donnent de façon erronée une sorte de confirmation de ce qui a été raconté dans le récit et tous les spécialistes de ces statistiques de délinquance savent bien que l'on n'arrive pas au chiffre auquel on arrive, et fort heureusement, avec des cas aussi graves que ceux que la presse a tendance à rapporter. C'est une autre grande constante du traitement médiatique : les faits qui sont rapportés sont évidemment ceux qui provoquent le plus d'émotion et, en face, on met des chiffres qui portent sur des dizaines de mille, des centaines de mille, voire des millions, de faits, mais on n'arrive pas à ces ordres de grandeur avec les faits dont on vous parle. Il y a une loi fort heureuse pour nos sociétés qui fait que ce qui est le plus grave est le plus rare, et on ne fait pas une statistique avec ce qui est rare. Il faudrait en tirer les conséquences sur la façon dont on met en rapport des faits et des chiffres.

Il faut dire aussi que ces chiffres que l'on utilise le plus souvent sont ceux du ministère de l'Intérieur. C'est ce que l'on appelle la statistique de délinquance enregistrée et mettre en relation directe cette statistique avec la criminalité et la délinquance commise n'est pas sans poser de problèmes. Jean-François Tetu disait qu'il y a une augmentation incontestable de la délinquance : cela se discute, chiffres à l'appui ; on a les moyens de chiffrer l'augmentation de certaines formes de délinquance autrement qu'en recourant à ces chiffres du ministère de l'Intérieur, notamment en faisant des enquêtes auprès des victimes. Celles-ci sont faites depuis le milieu des années quatre-vingt et montrent que l'augmentation n'est pas la même suivant le type de délinquances : contrairement à ce que l'on pense, certaines formes de vols sont plutôt stagnantes ou en décroissance depuis le milieu des années quatre-vingt. Les cambriolages ou les vols de voitures, qui faisaient la Une des journaux à cette époque et qui étaient perçus comme étant à la source du sentiment d'insécurité sont en stagnation ou en décroissance, même s'il y a des augmentations, importantes mais passagères, dans les statistiques de police, on montre par d'autres instruments que ce n'est plus là que se situe le problème. En revanche, il y a bien, depuis le milieu des années quatre-vingt et d'après ces mêmes enquêtes faites auprès des victimes, une augmentation importante de tout ce qui relève de l'agression et des violences. Mais, là encore, il faut faire attention : par exemple, les homicides et les faits les plus graves ne sont pas en augmentation très forte : ce qui produit l'augmentation, ce sont les agressions, souvent verbales, qui sont vécues de plus en plus difficilement par les victimes.

Donc, parler de l'augmentation de la délinquance en général me paraît déjà une fausse façon de poser le problème. Il y a « des » délinquances, qui n'augmentent pas toutes au même rythme. Il y a « des » façons de vivre l'insécurité très différentes selon la position sociale des victimes et, surtout, suivant le rapport que chacun entretient avec le sentiment d'insécurité et avec la peur d'être l'objet d'une infraction.

Après avoir déroulé cette argumentation critique par rapport au traitement de la question de l'insécurité dans les médias, je voudrais essayer de marquer quelles seraient mes attentes par rapport à cette question et par rapport au travail que peuvent faire les journalistes et les chercheurs, ensemble, quand ils essaient de mettre en conjugaison leurs efforts pour apporter quelque chose aux citoyens et au débat politique.

En rester à la question du traitement de l'insécurité et de la délinquance par les médias n'est pas suffisant. Il faut aussi voir comment est abordée la question de la réponse politique à ce problème d'insécurité. Il ne m'appartient pas, parce que ce n'est pas mon travail, de chercher à comprendre comment les médias donnent un certain espace à cette question des réponses apportées aux politiques et quelles contraintes font peser les acteurs politiques sur le champ politique et vice versa. Je livrerai seulement mes attentes.

Dans le traitement médiatique de l'insécurité, apparaissent des experts qui sont présentés comme des gens qui vont apporter un éclairage à des lecteurs, voire à des journalistes, et peut-être même à des politiques, sur ce qui pourrait être fait en matière d'insécurité. Jusqu'ici, j'ai dit le traitement schématique et un peu conventionnel de l'insécurité dans les médias : le fait, le chiffre. Je complète ce tableau : c'est le fait, le chiffre, l'expert. Pour ma part, j'ai beaucoup de problèmes concernant les experts parce qu'on voit se répéter les interviews en trois questions, les propos rapportés en dix secondes au journal télévisé, toutes formes de contributions auxquelles sont appelés des experts dans le cadre du fonctionnement des médias. J'ai un peu le sentiment que sont présentés comme experts des gens qui parlent simplement pour eux-mêmes, donnent leur point de vue personnel. On ne fait plus la différence entre quelqu'un qui a des raisons personnelles ou professionnelles d'avoir quelque chose à dire et quelqu'un qui sort d'une enquête de recherche ou d'une étude approfondie de quatre ans, faite avec toutes les précautions scientifiques que l'on peut prendre. Donc, nous sommes tous mis sur le même plan et, inversement, on nous demande bien souvent des choses que l'on ne devrait pas nous demander. C'est-à-dire que dans le triangle « le fait, le chiffre, l'expert », l'expert doit répondre

à tout. Il m'est arrivé de répondre à des questions sur lesquelles j'étais totalement incompetent parce que la situation m'y forçait. Je pense qu'il y a là une dérive et que l'on n'améliore pas la qualité du débat démocratique avec ce genre de pratiques.

Lorsque je dis que tous les experts sont mis sur le même plan, cela veut dire aussi qu'il y a très peu de travail de vérification accompli de la part des journalistes quant à la qualité du message qui est transmis par les experts et que cette situation laisse libre cours à toutes les manipulations de l'information que l'on peut imaginer par des gens qui se prévalent de la qualité d'expert. Lorsque, le 9 avril, l'Union syndicale des magistrats publiait, à vingt jours du premier tour des élections présidentielles, un rapport contenant un certain nombre de chiffres que j'estime très critiquables et que la presse y accorde une grande foi parce que cela venait d'experts, il y aurait peut-être eu possibilité de traiter autrement la publication de ce rapport. Finalement, on met en circulation des chiffres, des idées reçues, qui vont servir de tronc commun pour essayer d'évaluer la façon dont les politiques gèrent la question de l'insécurité. Pour mémoire, on dit qu'il y a 85 % de classements sans suite au niveau des Parquets, donc la justice est laxiste et il n'est pas étonnant que l'insécurité se développe. Ou encore, on dit qu'un tiers, voire la moitié, des peines d'emprisonnement ferme ne sont pas exécutées : on ne sait pas d'où vient ce chiffre ; je suis bien placé pour savoir que cette statistique n'existe pas au ministère de la Justice et que ce chiffre-là est hautement contestable. Il y aurait une liaison inverse entre la population qui est à un moment incarcérée et la délinquance ; autrement dit, lorsque la population carcérale baisse, la délinquance augmenterait, et le meilleur moyen de faire diminuer la délinquance serait de faire augmenter la population carcérale : c'est une idée fausse qui circule et dont la fausseté est démontrée. Dans l'autre sens, une idée fausse qui circule également est que 80 % des mineurs délinquants vus par un juge des enfants ne seraient pas revus ensuite, ce qui signifierait que la justice des mineurs serait d'une efficacité remarquable : ce chiffre n'a aucun fondement et, là encore, je n'en connais pas la source statistique et les journalistes qui l'ont accréditée en la faisant circuler ont fini par reconnaître qu'ils ne faisaient que répercuter des propos entendus dans des congrès de juges des enfants.

Pour terminer, un modèle tend à s'imposer d'un traitement de la question de l'insécurité avec les faits, l'image, l'émotion, la répétition, confortés par des chiffres qui ne seraient que la traduction de la répétition apportée par des faits et l'alimentation du débat d'une façon très confuse par des experts de tous genres qui tiennent des propos contradictoires.

Les experts ne sont pas forcément d'accord entre eux et il est de la responsabilité des médias d'essayer de rendre compréhensible pour les citoyens les oppositions qui peuvent exister et il ne s'agit pas de rendre le débat confus en disant qu'il n'y a là que querelle d'experts, ce qui prouve que les experts ne servent à rien.

Tout cela a des conséquences dommageables sur la question propre de l'insécurité. D'une part, cela empêche des consensus qui existent quant aux solutions possibles de réponse à la délinquance d'être mises en pratique ; le schéma de traitement de la question de l'insécurité dans les médias – sur ce point, je rejoins Jean-François Tetu –, entretient la politisation croissante et constante de cette question-là, ce qui fait que l'on est tous obligé de poser cette question dans une dimension droite/gauche, et de trouver à tout prix des différences entre la droite et la gauche dans les réponses apportées. Effectivement, lorsque, sur certaines solutions, les propositions de Jacques Chirac et de Lionel Jospin n'étaient pas les mêmes, c'était conçu comme quelque chose qui empêchait la politique de fonctionner. Or, ce n'est pas le cas : si des solutions sont les mêmes, cela veut dire que sur certains points, il existe des consensus au sein du monde professionnel sur ce qu'il convient de faire. C'est, par exemple, de cette manière-là qu'il aurait fallu aborder la question des « centres fermés pour les mineurs » : il y a des aspects de vocabulaire, mais, techniquement, sur ce qu'il s'agit de mettre en place, depuis une douzaine d'années, avec toutes les expériences qui ont été faites, il y a un balisage du champ qui permet de savoir, sur certains points, des accords qui permettent de mettre en place des solutions. Mais, sur le même problème, il reste des désaccords qui, eux, méritent un traitement politique. La confusion qui est entretenue et que je dénonce, empêche les consensus mais aussi les vrais choix politiques parce que, dans les médias, on n'arrive plus à poser en termes clairs et compréhensibles pour tout le monde où sont les vrais choix politiques dans les réponses à apporter à l'insécurité.

### **Jean-Claude Allanic**

*Médiateur de France 2*

Je vais parler surtout de la manière dont les lecteurs, les auditeurs ou les téléspectateurs ont perçu les médias dans le traitement qu'ils ont eu de la question de l'insécurité. On m'avait demandé de faire le tour des différents médiateurs, ce que j'ai fait. Cela aurait pu être rapide, car il n'y a pas beaucoup de médiateurs en France, mais cela a été un peu compliqué car je me suis aperçu que les journaux qui avaient un



médiateur était dans des cas de figure différents. Finalement, les médiateurs qui avaient la plus large vue d'ensemble étaient ceux de l'audiovisuel public. Il n'y a pas de médiateur à l'*Humanité* ou au *Figaro*, mais on peut penser que leurs lecteurs étaient globalement satisfaits de la manière dont leurs journaux traitaient ou ne traitaient pas de l'insécurité.

Je vais, moi aussi, remonter à quelques mois en arrière parce que, contrairement à ce qui a été écrit dans certains journaux, la question de l'insécurité n'a pas été soulevée uniquement dans la période précédant immédiatement l'élection présidentielle, mais c'est un problème qui existe depuis fort longtemps.

Le courrier reçu à France 2 montre bien qu'il s'agissait d'un thème majeur qui intéressait le public parce que, aussi, c'était un thème majeur de cette période électorale. Par exemple, en 2001, sur 20 000 mails reçus, 1 300 concernaient les problèmes d'insécurité – agressions, incivilités, etc. En 2002, de janvier à avril, il y a eu 2 000 mails consacrés aux problèmes d'insécurité et, entre les deux tours de l'élection présidentielle, j'ai reçu 8 000 mails ne concernant pas que l'insécurité, puisqu'il était beaucoup question aussi de Jean-Marie Le Pen et de choses diverses ayant trait à la campagne électorale.

En tant que médiateur, il faut se poser la question de savoir si ce courrier est représentatif. Je pense que globalement, il est représentatif d'une certaine complexité, c'est-à-dire qu'il est contradictoire. On peut considérer que les gens qui écrivent à France 2 ou à France 3 s'adressent à une télévision populaire, qui touche l'ensemble des couches sociales de la population, sans qu'il y ait un choix politique a priori, même si on sait qu'il y a des profils politiques vaguement marqués entre les chaînes. Nous avons pour mission essentielle de respecter le pluralisme, d'ouvrir le débat et les téléspectateurs sont très vigilants sur ce point et il est important pour eux d'être tous représentés : ce sont des chaînes qui leur appartiennent et ils s'expriment un peu comme les propriétaires ou les « actionnaires » de la chaîne.

La première phase s'est déroulée en 2001, la deuxième de novembre-décembre 2001 à avril 2002 et la troisième après le premier tour des élections présidentielles. Dans la première phase, il a été marquant que l'essentiel du courrier qui traitait de l'insécurité accusait les journalistes de nier les problèmes d'insécurité. J'ai vérifié auprès de mes confrères, et notamment auprès du responsable du courrier du *Monde* : c'était à peu près la même chose. Les lecteurs, les auditeurs ou les téléspectateurs ont eu le sentiment que les journalistes étaient des gens un peu bizarres qui vivaient dans un monde à part, généralement à Paris, dans des

conditions assez confortables – on voit semble-t-il assez peu de journalistes dans les transports en commun... –, et ils ne se rendent pas bien compte des conditions de vie des Français. C'était un message assez fort reçu par les médiateurs. Lorsqu'on parle d'agressions, ce sont des faits tangibles que l'on peut filmer, mais j'ai été souvent interpellé sur les incivilités par des personnes disant : « *Vous ne savez pas ce que c'est !* » On nous a reproché également de ne pas parler des victimes : lorsqu'il y a une agression, on va voir les parents de l'agresseur – qui disaient, évidemment, que leur enfant était une pauvre victime de la société –, mais on ne donnait jamais la parole à la victime ; lorsque, dans des procès, on libérait un certain nombre de personnes, lorsque des policiers étaient abattus, les téléspectateurs avaient le sentiment assez largement répandu que l'on prenait plutôt fait et cause pour les agresseurs ou, du moins, que l'on essayait d'expliquer les motifs et le contexte social de l'agression plutôt que de prendre fait et cause pour les victimes.

Ensuite, sur d'autres reportages que l'on faisait, il y a eu des sentiments très contradictoires. Par exemple, nous avons fait des reportages dans des banlieues, avec des témoignages sur le racket ou sur le trafic de drogue : certains téléspectateurs ont conclu de ces reportages que nous soutenions le racket ou le trafic de drogue, parce que nous n'avions pas terminé ces reportages en disant que « ce n'était pas bien » de voler, de dealer, etc. Nous faisons cela de manière plus subtile mais, apparemment, tous les téléspectateurs ne comprenaient pas le message de la même manière.

Les choses ont changé après une déclaration de Jacques Chirac, le 14 juillet dernier, dans laquelle il a dit que l'insécurité était le thème principal de la campagne électorale. Il est vrai qu'ensuite, les hommes politiques, non seulement de droite ou d'extrême droite, mais aussi le gouvernement Jospin, ont beaucoup évoqué les problèmes d'insécurité. Est venue se greffer là-dessus une actualité très riche en termes d'insécurité : en octobre, deux policiers tués à la suite d'un hold-up, manifestation des policiers ; fin octobre, adoption de la loi sur la sécurité quotidienne ; en novembre, des policiers blessés dans une fusillade, Lionel Jospin demande à Julien Dray un rapport ; en décembre, les manifestations de gendarmes ; en janvier, publication des chiffres de la criminalité en hausse de 8 % selon les chiffres donnés par le gouvernement ; en mars, la tuerie de Nanterre ; en avril, le meurtre d'un policier...

Dans la deuxième phase, de fin 2001 à avril 2002, on a pu observer un changement de ton dans le courrier, avec des téléspectateurs qui nous disent que nous en faisons trop sur la sécurité et qui nous mettent en

cause, ne retenant pas comme valide l'explication que j'ai donné sur l'actualité, mais considérant qu'une opération politique est menée pour soutenir la droite. David Pujadas s'exprimera certainement sur cette question, mais, pour ma part, en tant que médiateur, je n'ai jamais vu passer de consignes à la rédaction demandant que davantage de sujets soient consacrés à l'insécurité.

Après le 21 avril, ce fut une véritable déferlante, très passionnelle, avec un courrier très important nous disant : « *Voilà ! vous êtes contents, vous avez fait le jeu de Le Pen et c'est votre faute si celui-ci est en deuxième position* » Mais nous avons également reçu un certain nombre de messages – représentant à peu près 30 % du courrier reçu – disant que nous avions fait notre travail de journalistes et que ceux qui nous reprochaient d'avoir fait le jeu de Le Pen exagéraient.

Le bilan est donc assez contrasté. Je pense que le médiateur de France 3 a constaté à peu près la même chose. Évidemment, selon les journaux, les titres et l'orientation politique d'un journal, le courrier ne sera pas du même type.

### **Bruno Beschizza**

*Représentant de Synergie Officiers de police*

Le syndicat Synergie Officiers représente donc des officiers de police particulièrement sensibles aux événements de 2001 – 40 % du corps qui compte 15 000 lieutenants, capitaines et commandants de police. Le corps électoral « police nationale » est toujours très mobilisé avec 80 % de votants aux élections professionnelles. On peut donc véritablement parler de représentativité. Depuis la loi Perben qui a contraint les syndicats à s'affilier aux grandes confédérations, Synergie Officiers est affilié à la CFE-CGC.

Pour cette année 2001 on nous a accusé, entre les deux tours, de malveillance. Or, en 2001, deux policiers ont été assassinés au Plessis Trévisé, sept policiers ont été tués pendant l'année, tir au bazooka sur un véhicule de police et, effectivement, dans mon rôle de syndicaliste, je dois défendre des intérêts professionnels, donc des intérêts particuliers. En même temps, en tant que policier, je dois défendre l'intérêt général.

Le pôle victime/rapport à l'État a été évoqué : d'une part, les policiers, comme beaucoup de nos concitoyens, subissaient l'insécurité et, d'autre part, il y avait dissimulation de l'État qui niait l'insécurité. Le mouvement est né de la base : ce ne sont pas les journalistes ou les leaders syndicaux qui ont fait descendre les policiers dans la rue, c'est un « ras-le-bol ».

Je suis moi-même issu d'une cité difficile de Seine-Saint-Denis. Lorsque je suis entré dans la police nationale, il y a treize ans, cela a été très mal vu : véhicule de mon père brûlé, vitres cassées... J'avais trahi, j'étais passé de l'autre côté. Avec la campagne médiatique que l'on a vu, j'aurais dû me faire lyncher puisque je retourne régulièrement dans cette cité. Or, c'est tout le contraire : les commentaires de la population habitant dans cette cité ne reprochaient pas aux médias d'en faire trop, mais considéraient qu'on parlait trop peu de la réalité des habitants.

Dans les émissions télévisées, en tant que représentant professionnel, je me suis parfois senti sur un fil de rasoir particulier. En effet, lorsqu'on donne une opinion concernant la vie de la Cité, on sort de notre rôle car, si on en revient au sens du mot, c'est celui de la politique. Pour moi, comme pour beaucoup de syndicalistes ayant témoigné dans de nombreux reportages, la faute vient de ce qu'après le témoignage du syndicaliste policier qui donnait un éclairage, après le témoignage de l'expert, il aurait fallu que le politique s'exprime. Aucun journaliste n'aurait refusé à un homme politique de parler véritablement de ce problème-là. Or, il y a eu le vide.

### **Christian Dauriac**

Avez-vous eu le sentiment, depuis un an et demi, que l'on traite plus les questions d'insécurité dans les journaux et que, en termes de communication, vous avez marqué des points par rapport à la situation précédente, où vous vous plaigniez du fait que, dans les rédactions, les reporters qui traitaient des faits divers et de l'insécurité avaient beaucoup de mal à « vendre » à leurs rédacteurs en chef les sujets qu'aujourd'hui, ils leurs « vendraient » plus facilement ?

### **Bruno Beschizza**

Les rapports aux médias ont toujours été complexes. On s'aperçoit que dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, une quinzaine de journalistes s'occupent du domaine « police ». À certains endroits, c'est « police-justice » : par exemple, à France-Info, c'est un jeune journaliste qui s'occupe de tout cela et il faut comprendre qu'à 22 ans, lorsqu'on arrive pour s'occuper de tout cela, ne serait-ce que pour tisser un maillage relationnel, il faut plusieurs années ; il est donc dépendant de la matière qu'on va lui donner. Contrairement à l'image véhiculée de l'extérieur, compte tenu de la génération de journalistes traitant de ces questions-là, les relations sont véritablement des relations de confiance entre individus. Bien souvent, on donnait un fait qui nous semblait important à dénoncer pour faire pression sur le politique, voire sur le gouvernement

et la réponse était : « *Ce n'est pas vendable, ça n'intéresse pas, il n'y a pas d'image, il n'y a pas de son !* » Alors, il est vrai qu'en 2001, on a été servis, de ce point de vue : lorsqu'une voiture de police est attaquée au bazooka, il y a de belles images, au Plessis Tréville, il a eu des victimes et 10 000 policiers qui manifestent... Cela a donc été une conjonction entre le fait que les produits étaient « vendables », les rédactions ne pouvaient pas y rester insensibles et, au même moment, on s'apercevait bien qu'il y avait un ras-le-bol dans la population qui faisait qu'elle se reconnaissait dans les informations du journal télévisé.

### David Pujadas

*Rédacteur en chef, présentateur du journal de 20 heures, France 2*

Le rôle du journaliste n'est pas d'éconduire systématiquement les représentants des « groupes de pression » que peuvent être les syndicats, les magistrats, les partis politiques : c'est de les écouter, et ensuite de vérifier si cette information est intéressante ou non. Il ne faut pas imaginer les médias comme des roseaux soumis à des groupes de pression qui soufflent plus ou moins fort : les sources d'informations sont rarement désintéressées et c'est aux médias de faire le tri.

Plus généralement, a-t-on plus parlé d'insécurité qu'avant ? La réponse est évidemment oui. Mais, là encore, il faut se souvenir de l'actualité particulièrement forte, qu'elle ait concerné les chiffres de la délinquance, le débat sur la justice et la présomption d'innocence, qu'elle ait concerné quelques faits divers retentissants comme la tuerie de Nanterre, ou qu'elle ait concerné ces manifestations inédites de policiers et de gendarmes, c'est-à-dire ceux qui sont en première ligne contre la délinquance et qui sont descendus dans la rue.

A-t-on trop parlé d'insécurité ? Peut-être. Nous-mêmes, après certains journaux, nous nous sommes dits que nous avions fait un journal un peu anxiogène. Par exemple, en novembre 2001, à l'issue d'un ou deux journaux, nous avons parlé des rave parties et de la drogue, d'un ou deux faits divers importants, d'une affaire de pédophilie... nous avions le sentiment d'étouffer et nous avons eu ce débat bien avant qu'il le soit. Pour autant, est-ce que je me reconnais dans certains propos tenus, tels ceux de Bernard Aubusson ? Non, car, franchement, nous n'avons jamais assimilé la délinquance à la criminalité, par exemple. Nous avons toujours tenté de contextualiser. Ainsi, lorsque nous avons eu connaissance des chiffres importants sur la hausse de la délinquance, nous avons toujours fait la distinction ; nous avons seulement donné les chiffres dont nous disposions pour l'Allemagne et l'Angleterre pour

rapporter que, certes, il y avait une augmentation de la délinquance – et non une « explosion » qui est un mot péjoratif que nous n'employons pas – mais que le nombre de faits de délinquance rapportés à la population n'était pas plus important chez nous que chez nos voisins. Ne pensez pas que nous nous soyons jetés à corps perdu dans la délinquance, en confondant tout. Simplement j'ai le sentiment que pendant très longtemps, nous avons un peu occulté ce phénomène et que nous avons, en quelque sorte, découvert un continent inconnu et nous en avons exploré beaucoup de facettes. Nous avons voulu entendre des délinquants, des policiers, des magistrats, des éducateurs. Effectivement, lorsque se produit un phénomène comme ceux que j'évoquais, manifestation de policiers, faits divers retentissants..., les journalistes sont tentés d'en percevoir les causes, les conséquences, les à-côtés, etc.

### **Christian Dauriac**

Comment s'opère un choix pour le journal de 20 heures à France 2. Est-ce la rédaction en chef ou le service des informations générales qui propose les sujets ? Où se situe l'arbitrage sur ces événements-là ?

### **David Pujadas**

Pour ces événements-là comme pour tous les autres, les chefs de service se réunissent en conférence de rédaction avec les responsables des éditions. Il est difficile de dire que la décision est collective car il faut bien que, à un moment donné, quelqu'un tranche, mais dans 95 % des cas, un sentiment général se dégage et on parvient à une sorte d'accord.

### **Jean-Marie Bayle**

*Directeur adjoint de la Rédaction de LCI*

Le concept de la chaîne info qu'est LCI est basé sur un journal d'une dizaine de minutes, chaque demi-heure, suivi, autant que faire se peut, soit d'un débat entre invités, soit d'interviews. Les faits sont donc relatés de manière assez courte et je reviendrai sur l'aspect répétitif qui est un problème assez important sur cette chaîne. Derrière, nous avons des débats avec des « experts » qui peuvent être aussi bien des politiques que des policiers, des éducateurs, des juristes, des spécialistes des différentes questions de criminologie.

Les rédactions de France 2 et de LCI ont des concepts différents, mais les approches sont sensiblement les mêmes. En ce qui nous concerne,

nous avons deux défauts. D'une part, nous n'avons pas d'infrastructure pour mener des reportages assez fouillés de la qualité de France 2 ou de TF1, car il faut des équipes plus aguerries, une autre maturité et de l'expérience. D'autre part, parmi les acteurs que nous invitons à venir débattre, nous faisons très rarement venir, par exemple, des jeunes des banlieues pour nous parler de leurs problèmes ; nous l'avons fait cependant fait plusieurs fois avec David Pujadas et, notamment, nous avons mis un car de direct dans une cité : nous avons fait venir différents jeunes – qui, par ailleurs, s'étaient engagés à assurer la sécurité du car... – et nous avons mené un débat très intéressant.

Nous essayons donc, autant que faire se peut, de mener des débats : nous l'avons fait sur les centres fermés etc. Nous avons même organisé un débat sur le thème : « *La télévision n'en a-t-elle pas trop fait ?* », donc nous n'avons pas peur de poser cette question.

Concernant la répétition, il faut savoir que très peu de personnes regardent une chaîne d'information continue sur une longue durée, sauf s'il se passe un événement spécifique comme, par exemple, les attentats du 11 septembre. Sinon, on vient piocher : le journal de la mi-journée, celui du soir, etc. En revanche, si on regarde dans la continuité, on s'aperçoit que, si les informations sont sensiblement les mêmes, les journaux sont différents car l'information évolue tout au long de la journée : le matin, un train renverse un car scolaire, nous commencerons par une « brève », dans le journal suivant, nous passerons un témoignage, puis nous aurons les premières images, ensuite nous mettrons notre car de direct, nous obtiendrons des témoignages et le soir, nous organiserons une table ronde sur les problèmes de sécurité aux passages à niveau ; c'est une info qui évolue tout au long de la journée. Mais, lorsqu'un homme politique est interrogé par un juge, on le voit sortir de sa voiture, la caméra est là, il est gêné, etc. : on décide de le mettre à l'antenne ; on le voit une fois au journal de 20 heures, ça passe, mais sur une chaîne d'information continue, lorsque vous le voyez passer dix-sept fois dans la journée, à la fin de la journée, il est coupable et « archi-condamné ». C'est un problème que nous n'arrivons pas à maîtriser : soit on ne met pas l'image, mais pourquoi priverait-on les gens qui regardent notre journal de 17 h 30 d'une image que l'on a passée à 15 heures ? Pour l'instant, nous savons que ceux qui nous regardent, ne le font pas plus de dix minutes à la fois, donc il y a peu de chance qu'ils voient deux ou trois journaux d'affilée, mais c'est un problème qui peut se poser de temps en temps.

### **Christian Dauriac**

Pendant cette période où on accuse les médias d'en avoir trop fait sur l'insécurité, à votre connaissance, les effectifs des services d'informations générales ou de police-justice ont-ils été renforcés ?

### **David Pujadas**

Les effectifs n'ont pas spécialement été renforcés. Chaque service gère ses effectifs en fonction des priorités du moment : si on décide de mettre davantage l'accent sur les questions de sécurité, plus de gens au sein du service d'informations générales qui s'occupe de ces problèmes vont travailler dessus. Le problème des questions de délinquance et de l'insécurité dépasse largement les spécialités traditionnelles « police-justice » que l'on a dans chaque rédaction, cela renvoie à énormément de choses et lorsqu'on fait des reportages sur ce thème, on n'a pas forcément besoin d'être celui qui a un carnet d'adresses formidable, avec les numéros de téléphone de tous les policiers qui vont nous donner de super « tuyaux » : s'il s'agit de passer une semaine dans un collège pour voir comment le personnel d'encadrement appréhende ces phénomènes, on n'a pas besoin d'être un spécialiste de la justice et de la police.

### **Jean-Marie Bayle**

Je n'avais pas tellement les moyens de « gonfler » ce service, si ce n'est qu'il a incontestablement beaucoup plus travaillé qu'en temps normal, mais cela a surtout déteint sur l'ensemble des émissions et des débats. Tout d'abord, comme on l'a déjà évoqué, il y a eu un contexte qui a été très fort, aussi bien du côté des gendarmes qui n'avaient pas le droit de manifester et qui l'ont fait, en tenue, avec leur matériel, etc. Puis, il y a eu un florilège d'informations générales que je ne rappellerai pas. Enfin, la campagne électorale s'est greffée sur ces événements, au cours de laquelle le thème de l'insécurité a été essentiel. Donc, l'ensemble de nos débats a été axé sur l'insécurité plusieurs fois par semaine, ce qui se passait incontestablement moins les années précédentes.

### **Christian Dauriac**

Du côté de Synergie police, avez-vous vu arriver davantage de reporters et de journalistes, aussi bien de radio que de télévision, ou bien cela vous a-t-il paru stable ces dernières années ?



### **Bruno Beschizza**

Début 2001, Édouard Da Costa, qui était connu dans le microcosme comme ayant un bon maillage relationnel et une bonne connaissance de la matière, est arrivé à France 3. Sur France 2, Audrey Goutard s'est retrouvée avec Zinédine Boudaoud qui, lui aussi, le connaît bien. Donc, avant même la campagne, nous avions là comme interlocuteurs deux personnes connaissant parfaitement la matière. À TF1, il y avait Barretti et Girard et on a vu arriver deux ou trois jeunes qui étaient là pour suppléer et donner plus de « mou ». Pour donner une anecdote qui montre que ces aspects sont conjoncturels : il y a deux ans, Franck Harriot a quitté France Inter et il n'a pas été remplacé, et c'est à ce moment-là qu'on a trouvé quelqu'un dans l'urgence ; on voit donc bien qu'il n'y a pas de politique à long terme sur ces questions, mais un dispositif qui permet de traiter le sujet. Compte tenu de la matière, je m'interdis d'avoir certains types de contacts avec certains types de journalistes : néanmoins, si on écrit quelque chose dans un journal qui ne répond pas à une certaine déontologie républicaine, je ne réponds pas.

### **Bernard Loche**

*Corédacteur en chef de Saga-cités*

Nous avons créé ce magazine en réaction à ce qui nous paraissait être un traitement unilatéral de la problématique des banlieues qui commençait à émerger dans les années quatre-vingt-dix. Lorsque nous lançons Saga-Cités, nous sommes quelques mois après des événements violents à Sartrouville et un mois après la création d'un ministère de la Ville qui est un ministère d'État. Nous nous sommes dit qu'il fallait prendre le temps de montrer toute la réalité de ces grandes cités et de ces quartiers populaires et, très vite, nous nous sommes aussi aperçus que nous ne devons pas non plus tomber dans l'excès contraire, c'est-à-dire qu'à une vision trop grise nous répondions par des quartiers et des cités repeints en rose car nous savions très bien que ce n'est pas la réalité.

Les acteurs que nous rencontrions, quels qu'ils soient, institutionnels, associations, travailleurs, habitants, jeunes, etc., attendaient en fait une double reconnaissance : à la fois la reconnaissance de l'extrême difficulté dans laquelle ils vivent et travaillent et, en même temps, la reconnaissance de tout ce qui se construit au quotidien, de tout ce maillage, de tout ce qui peut être mis en œuvre pour améliorer ce quotidien et pour trouver des réponses et des solutions. Pour des raisons de temps, ce sont des choses qu'il est difficile de tenir dans l'actualité quotidienne car on ne

peut pas, à chaque fois que l'on parle d'un quartier ou d'une cité, évoquer à la fois son histoire, aller voir les différentes associations, etc. et on a donc tendance à en parler dans l'actualité uniquement lorsqu'il y a des problèmes et à donner une image qui, jour après jour, se construit négativement.

En onze ans, nous avons fait 385 numéros et on ne nous a jamais touché une caméra. Pendant les trois premières années, nous avons sorti un car-régie chaque semaine dans un certain nombre de cités, mais nous étions dans une dimension magazine, avec un travail effectué très en amont, sur le temps et auprès des différents acteurs. Le propos du magazine était identifié et un certain nombre de gens divers se reconnaissaient dans cette démarche.

Nous avons réagi contre la stigmatisation des quartiers que nous observions et nous avons dû aussi réagir très vite contre une espèce d'amalgame : nous étions, au début, identifiés comme le magazine des banlieues et nous nous sommes aperçus que, derrière le mot « banlieues », on mettait toute une série de choses à connotation négative ou toute une série de problèmes dont on était pas sûr de savoir exactement de quoi on parlait : quand on parle de « banlieues », on parle d'urbanisme, de délinquance, du travail, de l'école, de la vie associative, etc.

Je trouve que le listing des différents sujets que donnait Jean-Claude Allanic est assez révélateur de la façon dont on a pu procéder par amalgame dans la dernière période : à l'école, on apprend qu'il ne faut pas additionner des abricots et des pommes de terre, et là, dans « insécurité », on met à la fois un fait divers crapuleux, des émeutes urbaines, des violences familiales et on ajoute à cela l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, le drame de Nanterre, tout cela sur fond des suites du World Trade Center. Je crois que si on veut, en tant que journalistes, voir quelle est notre responsabilité, comment on traite ces questions, comment on avance, parce que la télévision, en général, est regardée par des millions de personnes, il faut sortir de ce faux débat qui consisterait à dire, d'un côté, en se repliant, que nous n'y sommes pour rien et que nous avons fait notre travail et, d'un autre côté, que c'est la faute aux médias, c'est leur responsabilité.

Je prendrai deux exemples de sujets que nous avons abordés dans *Sagas Cités* et qui montrent la responsabilité que l'on peut avoir, en tant que journalistes.

Le premier concerne les arrêtés « couvre-feux » pour mineurs qui ont été pris l'été dernier. Pour ma part, je trouve que c'est un cas d'école où, sans parler de manipulation, des élus et des politiques savent qu'ils

vont pouvoir créer l'événement et utiliser le retentissement médiatique dans une campagne qui s'annonce sur l'insécurité. Évidemment, lorsqu'un maire prend cette décision et qu'elle est validée par le Conseil d'État, nous allons en parler, mais il faut prendre le temps de rencontrer les policiers, les éducateurs de rue, les gens de la Protection judiciaire de la jeunesse : on voit bien que dans la construction de l'information sur ces questions-là, on est souvent confronté au problème insoluble consistant à devoir traiter de plus en plus vite des questions de plus en plus complexes.

Le deuxième exemple concerne l'augmentation de la part des mineurs dans la population délinquante globale. C'est quelque chose qui a été énormément mis en avant dans la période récente mais, là aussi, il y a deux informations que l'on entend moins ou seulement de manière allusive et que l'on va, en tout cas, moins retenir lorsqu'on s'adresse au public : si cette population augmente, les premières victimes de la violence des mineurs sont les mineurs eux-mêmes. Cela veut dire que lorsque vous rencontrez un mineur au bas d'un immeuble, si vous le vivez comme un agresseur potentiel, vous pouvez aussi le vivre comme une victime potentielle de l'insécurité, d'où l'importance de faire cette distinction entre « délinquant » et « mineur ».

En 1995, 9 404 condamnations de mineurs ont été prononcées par la justice et, en 1999, 36 787, soit quatre fois plus. Je pense pourtant que l'on a beaucoup plus entendu parler du laxisme de la justice que de ces chiffres-là, donc on voit bien comment peuvent se construire un certain nombre de représentations.

À partir de cette expérience de onze années que nous avons eu sur le terrain, la conséquence principale n'est pas le résultat sur une élection présidentielle parce qu'il y a énormément de facteurs qui jouent dans cette élections : j'entendais hier David Pujadas dire que si seuls les médias étaient déterminants, Édouard Balladur aurait été élu Président de la République en 1995 ! Ce qui m'intéresse, c'est tout ce que nous avons mis en avant, qui va bien au-delà de ce moment électoral. Il faut que nous réfléchissions car nous nous retrouvons aujourd'hui avec des dispositifs législatifs élaborés et votés dans un temps record, qui font que nous avons maintenant la législation la plus dure sur les mineurs que nous ayons eue depuis longtemps – il faut remonter à avant le Front populaire. La mise en scène de l'insécurité, certainement inévitable dans le traitement télévisuel, appelle toujours de la part des politiques, avec l'assentiment de l'opinion la seule solution qui s'impose, c'est-à-dire davantage de répression.

D'autre part, il me semble que l'on a largement contribué dans cette campagne à stigmatiser un peu plus des millions de personnes qui vivent dans les grandes cités et dans les quartiers populaires et, parmi ces populations, à stigmatiser les jeunes et, parmi les jeunes, en particulier les jeunes d'origine immigrée. Je crains que cela ait des conséquences qui aillent bien au-delà des simples résultats électoraux. C'est aussi notre responsabilité journalistique de nous interroger sur ce que nous produisons, à moyen et à long terme.

Enfin, je ferai une dernière remarque volontairement provocatrice. Nous avons évoqué la datation des choses, mais je pense que nous vivons dans un pays de coïncidences assez formidables car, le 14 juillet 2001, le Président de la République dit qu'il y a un problème d'autorité de l'État dans ce pays, qu'il n'y a pas de volonté gouvernementale et que l'insécurité est partout ; et, tout d'un coup, toute une série de sujets viennent illustrer le propos présidentiel dont on sait quand même qu'il est en campagne électorale. Je veux bien que l'on explique tout par la coïncidence, mais il faudrait peut-être aller chercher un peu plus loin. Je ne dis pas qu'il s'agit d'un complot, d'une volonté délibérée, de pressions exercées, avec des gens qui disent de quoi les médias doivent parler mais c'est peut-être encore plus grave car, nous, journalistes, écrivons et dissertons beaucoup sur l'écart de plus en plus grand entre les citoyens et les politiques, sur la défiance existant à l'égard du politique et sur les problèmes de démocratie que cela pose, mais je pense que nous n'échappons pas à cette ambiance générale et il me semble que les journalistes devraient prendre davantage le temps de l'analyse politique et se poser toute une série de questions. C'est peut-être un service que l'on peut rendre à nos lecteurs, nos auditeurs ou nos téléspectateurs.

### **Bernard Boudic**

*Attaché à la Rédaction en chef de Ouest-France,  
ancien chef des informations générales*

La Rédaction de *Ouest-France* a élaboré une Charte des fait divers. L'une des premières raisons qui a motivé cette décision est peut-être l'importance de cette rédaction puisque nous étions 350 journalistes il y a encore quelques années et nous sommes maintenant 535. Nous avons embauché massivement en 1999 et en 2000 pour faire face aux nécessités de la réduction du temps de travail et pour mettre fin aux menaces de procès qui s'étaient fait jour parce que des vacataires étaient employés en grand nombre pour remplacer des journalistes dans nos agences et que ces remplacements donnaient lieu à des contrats répétés. Il y a eu

une volonté de la direction de mettre fin à ce système et nous avons embauché 160 journalistes en deux ans, certains à temps partiel. C'est également une rédaction très dispersée, entre trois régions et douze départements, avec une soixantaine d'agences. Nous sommes l'un des derniers quotidiens régionaux à entretenir une rédaction d'une dizaine de personnes à Paris. Il n'est pas facile d'unifier les pratiques d'une rédaction aussi nombreuse et dispersée. Nous avons donc éprouvé le besoin d'écrire un certain nombre de choses dans ce qui était au départ un simple document et qui est devenu, au fil du temps, notre Charte des faits divers, puis la Charte des pratiques de *Ouest-France*.

Cette Charte a été rédigée à la fin des années quatre-vingt et formalisée en 1990, après plusieurs réunions de groupes de travail. Ce n'est pas quelque chose ayant été décidé par la direction ou la Rédaction en chef uniquement, mais cela a fait l'objet de discussions très longues dans la rédaction. Elle a été avalisée, diffusée à tout le monde et elle est, aujourd'hui, présentée à tous les nouveaux embauchés et elle est donc devenue le socle commun des pratiques de la rédaction, mais aussi du journal tout entier, car elle est connue de l'ensemble des services du journal, de l'administration, de la direction des ventes, de la direction industrielle, etc. Elle n'a pas été publiée dans le journal mais, comme elle existe maintenant depuis douze ans, on peut penser que les lecteurs se sont habitués au résultat de son application.

La Charte énonce quatre principes forts qui gouvernent nos pratiques, non seulement des faits divers dans leur ensemble :

- dire sans nuire
- montrer sans choquer
- témoigner sans agresser
- dénoncer sans condamner.

Ensuite, on trouve une explication du contexte et un certain nombre de règles. Cela étant, une Charte comme celle-là, qui tient en une dizaine de feuillets, n'a pas la prétention d'être un livre de recettes, et elle ne dit pas quel doit être le comportement d'un journaliste de *Ouest-France* dans tous les cas de figure. Elle s'est d'abord voulu un appel à la réflexion individuel, à la discussion collective et à la responsabilité. Ce document nous engage à discuter entre nous, dans les agences et à discuter avec la Rédaction en chef et, pour les cas les plus compliqués, ce n'est qu'après ce processus qu'une décision est prise.

Par exemple, en ce qui concerne la délinquance, nous ne citons pas les noms des gens avant leur mise en examen. Ce principe peut souffrir quelques exceptions, par exemple dans le cas de la garde à vue d'une

personnalité dont la notoriété impose qu'on la cite, comme tel promoteur immobilier connu, ou tel homme politique. Chaque cas est un cas individuel. Il nous est d'ailleurs reproché par certains lecteurs de citer les noms dans certains cas et de les taire dans d'autres, d'utiliser les artifices des initiales, etc.

**Christian Dauriac**

Le résultat ne peut-il pas être de faciliter ainsi les rumeurs ?

**Bernard Boudic**

C'est un danger qui ne nous a pas échappé. Il est vrai que subsiste la possibilité pour le lecteur d'identifier sous le masque d'initiales ou de généralités la personne en question. C'est un principe qui vise à protéger la personne.

**Christian Dauriac**

J'ai entendu dire que l'Ouest était la région où le vote pour le Front national avait été le plus contenu parce que *Ouest-France* n'a pas traité avec la même acuité les questions d'insécurité. Est-ce un raisonnement que vous acceptez ?

**Bernard Boudic**

Je ne crois pas au lien entre notre attitude et le faible score du Front national dans l'Ouest, de la même façon que je ne crois pas à l'absence de lien entre la manière dont a été traitée l'insécurité en général et le résultat de l'élection présidentielle.

**Jean-Claude Allanic**

Concernant la manière dont *Ouest-France* traite les faits divers, avez-vous, par exemple, parlé de l'affaire Di Falco ?

**Bernard Boudic**

Nous en avons parlé, me semble-t-il, sous la forme d'une brève lorsque Di Falco a réagi à l'accusation dont il était victime et non pas lorsqu'il a été mis en accusation.

## Échanges...

*Marianne Paveau*

*Linguiste à l'Université de Picardie*

Le thème de l'insécurité n'a jamais été traité par rapport au thème de la sécurité – c'est la même chose que civilité/incivilité. Je pense que les deux sont parfaitement articulés : les évolutions des représentations de l'insécurité sont évidemment articulées sur les évolutions des représentations de la sécurité. David Pujadas évoquait les journaux « anxio-gènes », on peut aussi se demander ce qui est anxiolytique dans les journaux.

*Jean-François Tétu*

L'an dernier, pendant une brève période, après le début du printemps, est apparue temporairement une rubrique dont le nom est tout à fait intéressant : cela s'appelait « Insécurité » dans *Le Figaro* et « Sécurité » dans *Le Monde*.

*Philippe Bailly*

Sur un certain nombre d'affaires comme celle des trois ilôtiers agressés à Pantin ou celle du père qui s'est fait tuer en défendant son fils, fortement médiatisées, on a entendu des versions divergentes et très différentes de celles qui avaient été exposées dans un premier temps. J'ai l'impression que l'on est souvent face à une première version qui fait la belle part aux victimes et que le droit de suite s'exerce plus rarement pour dire que les versions de départ étaient un peu éloignées de la réalité.

D'autre part, concernant le consensus qui semble régner pour dire que la délinquance augmente, il semble que ce qui augmente, c'est le nombre de plaintes déposées auprès des commissariats. Ces dernières semaines, on a entendu des rumeurs disant qu'il y aurait eu des consignes dans les commissariats visant à décourager le dépôt de plaintes, ce qui aurait aidé à l'évolution positive des chiffres observée depuis le printemps.

*David Pujadas*

Les médias dépendent de leurs sources. Ce qui est important, c'est de les citer, mais les sources peuvent se tromper et, lorsqu'il y a un changement, le devoir des médias est de rectifier. Cela a été le cas, par exemple, pour ce chauffeur de bus marseillais qui avait été aspergé

d'essence, agression scandaleuse qui avait provoqué une grève de 48 heures de la régie des transports à Marseille et, trois jours plus tard, cet homme a fini par avouer qu'il s'était lui-même aspergé parce qu'il souhaitait changer d'affectation : quand le fait divers arrive, nous nous en remettons aux sources policières et judiciaires puis, lorsqu'on se rend compte qu'il y a eu mensonge, notre rôle est de rectifier, de refaire un sujet à peu près dans les mêmes proportions.

*Intervenant non présenté*

Je voudrais ajouter un chiffre aux données de Bernard Aubusson, renvoyant aux propos de Bernard Loche. Parmi les données du ministère de l'Intérieur, on constate qu'il y a eu une relative stabilité des homicides, que le nombre de condamnations de mineurs pour homicide, contrairement à ce qui est dit, est assez remarquablement stable – de 30 à 35 par an –, mais, en revanche, un chiffre évolue de façon stupéfiante : le nombre d'homicides dont les jeunes sont victimes. En effet, entre 1996 et 1999, le nombre de mineurs tués est passé de 7 à 60.

Je souhaite évoquer une question qui n'a pas été abordée par le représentant de Synergie police : le couple antagoniste « jeunes anti-flics » et « flics anti-jeunes ». C'est un thème absolument constant, qui me semble être un moteur sensible du climat d'insécurité.

*Bruno Beschizza*

Qui dit augmentation de la délinquance ne dit pas forcément augmentation du nombre de délinquants. Aujourd'hui, tout le monde parle de chiffres, mais le problème de fond réside dans les outils dont nous disposons en France, aujourd'hui, pour mesurer tout cela et, pour l'instant, c'est une chapelle contre une autre. Je ne défends pas ma « chapelle » parce que lorsque le ministère de l'Intérieur donne des chiffres, nous sommes les premiers à les critiquer : il faut se mettre à la place d'un gouvernement Vaillant qui aurait annoncé une augmentation de la délinquance à quatre mois de l'élection présidentielle alors qu'à partir du 29 novembre 2001, le dogme était : « *Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes* »

*Christian Dauriac*

La semaine dernière, le ministère de l'Intérieur annonçait une baisse des chiffres de la délinquance à Paris, pour des raisons à peu près comparables. Puisque les chiffres de la délinquance sont très stratégiques,



cela vous choquerait-il que ce soit un organisme indépendant qui les annonce et pas le ministère de l'Intérieur ?

*Bruno Beschizza*

C'est ce que nous demandons. Je ne crois pas aux instructions sur le terrain. S'il y a filtrage ou relecture des chiffres, et il y a, c'est bien plus haut dans les services de police. Il y a actuellement une tendance à porter plainte pour tout : récemment, à Paris, un père de famille voulait absolument porter plainte parce que sa fille avait eu sa salopette déchirée à l'école maternelle et qu'il avait vu dans un feuilleton télévisé que c'était possible.

La question du couple « jeunes anti-flics », « flics anti-jeunes » m'intéresse. Cela a été un peu le thème des universités d'été de SOS Racisme et j'étais très content de pouvoir y participer. Compte tenu des changements générationnels actuels dans la police nationale puisqu'il y a jusqu'à 10 000 partants certaines années, nous nous retrouvons avec de jeunes flics face à de jeunes délinquants. Le problème de fond, que dénoncent même des associations comme SOS Racisme, est qu'aujourd'hui il y a, dans certains quartiers, une telle notion de territorialité, que ce n'est pas « jeunes flics » contre « délinquants », c'est deux bandes : le vrai délinquant qui tient le territoire n'accepte pas que l'autre bande vienne sur son territoire. Pour moi, on va sortir relativement rapidement de ce décalage générationnel car la réalité, en Ile-de-France, ce sont des flics de moins de 30 ans qui habitent dans des cités HLM et, lorsque vous les voyez dans le métro, ce sont les mêmes !

*Danièle Ohayon*

*Journaliste, France Info*

Que fait-on maintenant ? On a vu, avec Jean-Claude Allanic, que nous n'avions d'abord pas assez parlé des questions d'insécurité et d'incivilité. Ensuite, on nous a reproché d'en avoir trop parlé. Et maintenant, on en parle beaucoup moins à nouveau, mais le problème est toujours là. On peut réfléchir à la manière de mieux traiter les questions d'insécurité, mais comment donner la parole à des gens qui ne se reconnaissent même plus dans les médias puisqu'ils n'y parlent jamais ? Comment s'y prendre pour dédramatiser ces questions de sécurité ?

*David Pujadas*

Ces jeunes ont souvent la parole chez nous. Deux journalistes de notre rédaction sont régulièrement immergés dans ces quartiers. Lorsque

je disais que nous avons en quelque sorte exploré un continent en friche, c'est parce que nous avons donné la parole aussi bien aux magistrats, aux victimes, aux délinquants eux-mêmes et aux jeunes des quartiers, qu'ils soient délinquants ou pas.

Il y a une notion avec laquelle il faut prendre de la distance : ils ne se reconnaissent pas dans le discours que l'on tient sur eux, mais est-ce le rôle du journaliste de tenir un discours dans lequel vont se reconnaître les acteurs sur lesquels il travaille ? Lorsque j'entends parler des journalistes dans les médias, je me dis en général que c'est partiel, approximatif, généralisateur... Par exemple, heureusement que l'on ne donne pas dans les journaux l'image que les politiques voudraient que l'on donne d'eux-mêmes, sinon on ne parlerait jamais des « affaires », des scandales, des insuffisances, des promesses non tenues. Il faut se méfier du fait de dire qu'il faut produire un discours dans lequel les acteurs qui en sont le sujet se reconnaissent, sinon nous ne sommes plus qu'une chambre d'échos, des tendeurs de micros.

Que faire maintenant ? On a fait le constat, pendant plusieurs semaines, exploré ce constat, écouté tous les intervenants et toutes les parties prenantes. Aujourd'hui, l'actualité, l'agenda gouvernemental peut nous servir de fil conducteur et, en ce qui nous concerne, nous allons peut-être mettre davantage l'accent sur ce qui est fait dans les institutions, nous interroger sur la question de savoir si cela a un sens d'incarcérer les moins de 16 ans, d'étendre la détention préventive à de nouvelles catégories d'âge, etc. Il y a là un nouveau champ d'enquêtes et de reportages qui s'ouvrent à nous.

*Jean-Marie Charon*

Il y a quelques années, nous avons fait des études sur le traitement des problèmes de la banlieue dans un certain nombre de médias, principalement écrits, presse régionale et presse magazine.

On s'aperçoit que lorsqu'on reprend les choses dans la durée et que l'on décortique le contenu des journaux, des images de dramatisation se dessinent : par exemple, on va s'apercevoir que dans la durée, on n'aborde certaines régions ou certaines populations uniquement sous l'angle du drame, en tant que responsable ou victime de drame. L'effet produit est que, dans la représentation générale, le lieu est assimilé au drame. Les rédactions ne sont pas conscientes de cela : lorsque nous avons retravaillé avec les rédactions concernées, nous nous sommes aperçus qu'elles n'avaient pas la représentation de l'image produite parce qu'elles travaillent au jour le jour et ne font pas ce travail rétrospectif. C'est d'ailleurs pour cela que j'avais suggéré, il y a quelques années, l'organisation de séminaires de rédaction réguliers, qui seraient des

occasions de revenir sur la manière dont on avait parlé d'un sujet, dans la durée.

Un deuxième problème qui apparaissait dans ces études concernait les structures. J'étais tout à fait intéressé que l'on revienne sur des questions comme : qui traite de ces sujets-là ? Qui sont les interlocuteurs permanents des sources sur ces sujets-là ? David Pujadas a dit que dans ces périodes-là, beaucoup d'autres gens sont amenés à intervenir, mais ils arrivent souvent avec un back ground plus lourd qu'on ne l'imagine. En travaillant très précisément sur la presse régionale, nous nous sommes rendu compte, par exemple, que les correspondants, souvent décrits comme un système assez vertueux parce qu'il permet de faire remonter beaucoup d'informations quantitativement, etc., ont souvent une inscription sociale très précise dans les régions concernées et sont souvent de l'ailleurs des quartiers dont on parle. Savoir où on en est sur ces questions-là ne fait pas partie des sujets sur lesquels on s'interroge tellement. On a vu que les journalistes présents aujourd'hui à la tribune ont chacun des représentations différentes sur le problème de l'insécurité, sur le rapport aux sources, etc. Ce ne sont pas des sujets sur lesquels on a l'occasion de parler entre professionnels au sein des rédactions.

Je pense qu'il y a des problèmes de « grille de lecture ». La profession de journaliste est quand même sujette à des phénomènes moutonniers. À certain moment, on a la représentation un peu collective que les sujets qui sont pertinents sont plutôt ceux-ci ou ceux-là. Il y a deux ans, la plupart des Rédactions en chef qui mobilisaient leur rédaction spécialiste en « justice-police » lui demandaient de sortir des « affaires » et de suivre celles-ci. Cela fait partie d'un non dit dans les rédactions car il n'est pas très agréable de se poser soi-même en objet de réflexion et de se demander si l'on n'est pas trop en train de se laisser prendre dans cette tendance. À partir de la période évoquée par Jean-François Tétu, un phénomène de type « grille de lecture » commence à s'imposer ; on est face à des outils comme les agences d'information, les systèmes de correspondants qui font remonter énormément de faits parmi lesquels les rédactions doivent trier. Ces phénomènes de « tri » n'ont peut-être pas été suffisamment abordés dans la discussion : rien n'arrive par hasard et, lorsqu'on passe à la discussion qu'a évoquée David Pujadas, on a déjà énormément trié les choses et on n'a déjà plus que quelques sujets à arbitrer. Or, avant d'arriver à cet arbitrage, le phénomène de « grille de lecture » a fonctionné et c'est peut-être là-dessus qu'il faut revenir de temps en temps : « *N'est-on pas en train de se laisser prendre dans une lecture de la réalité qui fait que l'on ne voit plus suffisamment d'autres choses ?* »

**Bernard Boudic**

Participe notamment à cette grille de lecture, du moins pour ce qui concerne la presse régionale, l'importance de l'AFP comme source unique d'informations sur tous les faits qui se déroulent en dehors de la région du journal en question. Par exemple, concernant l'affaire d'Évreux, je suis persuadé que la plupart des quotidiens régionaux ont publié le même article, le lendemain, c'est-à-dire intégralement la dépêche de l'AFP. J'aimerais bien que l'on étudie ce phénomène-là parce qu'il me semble producteur d'une certaine homogénéisation de la presse. On a beau avoir plusieurs journaux, s'ils publient tous la même chose, c'est comme si l'on n'avait qu'un seul journal.

**David Pujadas**

J'évoquais hier avec un collègue de l'AFP la question des ascenseurs : une personne a trouvé la mort dans un ascenseur parce qu'elle était restée coincée à l'intérieur alors qu'elle était malade, puis un enfant est tombé dans une cage d'ascenseur parce que la porte s'était ouverte à un moment où elle aurait dû rester fermée. On voit maintenant sur le fil AFP et dans pas mal de journaux des brèves sur les problèmes d'ascenseurs. Je me demandais si le nombre de problèmes constatés avec les ascenseurs était supérieur à ce qu'ils étaient auparavant ou si, parce qu'il y a eu deux affaires retentissantes, on recensait systématiquement tous les problèmes liés aux ascenseurs. Je pense que c'est une question passionnante pour les spécialistes des médias. Pour le reste, je ne voudrais pas que Jean-Marie Charon croit que les journalistes foncent, tête baissée, en se disant que puisque leurs confrères font telle chose, ils doivent la faire aussi. De temps en temps, il arrive quand même aux journalistes de faire marcher leur cerveau !

**Jean-François Tétu**

Il y a deux séries de questions auxquelles il est difficile de répondre. La première concerne tout ce qui tourne autour de : « *C'est la faute aux médias !* » Cela fait quarante ans que les chercheurs disent que la bonne question n'est pas celle consistant à chercher ce que les médias font aux gens, mais de chercher ce que les gens font des médias.

La deuxième question est : « *Maintenant qu'on nous a dit tout cela, que faire ?* » Dans la société, ce sont les médias qui donnent les catégories générales de stigmatisation, etc. Dans la mesure où une partie de la population ne voit le monde qu'à travers les journaux, notamment télévisés, cela signifie que la vision de la société est celle-là. Cela signifie aussi qu'ils disent aux politiques ce que la société ressent. Or, à un

moment que j'ai essayé de situer dans mon intervention, les journalistes ont attiré l'attention sur quelque chose dont l'importance me semblait fortement déniée par les politiques : l'existence d'une violence sociale dont les chercheurs en sciences sociales ne cessent de dire, depuis des années, que c'est un mouvement de grande ampleur. Cela signifie que la réponse n'est ni du côté des journalistes, ni du côté de la délinquance : si la véritable question est une violence sociale dont les comportements délinquants sont une manifestation, la véritable réponse est du côté de la place du politique dans la société et elle n'est pas du côté de la répression qui masque la réalité de la violence sociale. Les catégories que construisent les médias ne peuvent conduire qu'à une injonction de répression de la part du politique.

*Guillaume Merzi*

*Rédacteur en chef des Idées en mouvement, Ligue de l'enseignement*

Lorsqu'on aborde le 14 juillet 2001 et que l'on répond par le 14 juillet 2002 et la tentative d'assassinat de Jacques Chirac, il me semble qu'il y a une confusion entre les différents crimes et délits qui peuvent être commis dans le cadre de l'insécurité. Confondre Richard Burn, Maxime Brunerie et un fumeur de ganja dans une cité ne contribue certainement pas à la clarification des enjeux, des questions et des réponses à y apporter

*André Jourdes*

*Ligue de l'enseignement*

En ce qui concerne la notion de représentation, je crois que l'on peut rencontrer trois réactions. Pour les élus locaux, il vaut mieux qu'il ne se passe rien sur leur territoire. Pour l'ensemble les gens « normaux » – pour reprendre l'expression utilisée par Jean-François Tétu –, c'est ailleurs que cela se passe et la violence fait brutalement irruption dans leur univers. Au niveau du ministère de la Ville, il s'agit de gérer le mal vivre de notre société. Pour moi, la couverture par les médias de ces phénomènes n'a pas précédé le politique, mais elle l'a suivi : c'est au moment où le politique a commencé à faire campagne qu'il y a eu recrudescence de couverture des phénomènes de violence. Un exemple en est donné par Olivier Mazerolle, interviewé par France Inter disant : « On travaillait sur l'insécurité et ça marchait : ça prenait ! » Ce sont les propres mots d'un journaliste, donc il ne faut pas se voiler la face, et il y a vraiment une part de responsabilité. Sur les stéréotypes et sur les représentations, quelle est la diversité sociale des journalistes ? Depuis que l'on s'est aperçu que les classes populaires étaient négligées, France 2

a fait un effort : une journaliste est allée voir un ouvrier qui maniait un marteau piqueur pour lui demander comment il faisait pour supporter la chaleur et un mécanicien sous sa voiture en s'étonnant qu'il garde une combinaison alors qu'il faisait si chaud ; le mécanicien lui a répondu qu'il pouvait lui tomber de l'acide dessus... Donc, un grand pas commence à être fait pour découvrir le monde tel qu'il est !

*Bénédicte Mathieu*  
*Service communication, Le Monde*

Au service communication, lorsqu'on a traité de l'insécurité, nous nous sommes beaucoup interrogés parce qu'il fallait émettre un jugement de valeur sur nos confrères de la télévision, sur la censure et l'autocensure. J'aimerais savoir ce qui s'est passé dans les rédactions de télévision parce qu'on nous a beaucoup parlé d'un « front uni », mais en discutant avec les journalistes, on a senti qu'après le premier tour des élections présidentielles, il y a eu des failles dans les rédactions. Comment cela se passe-t-il maintenant ? Pratiquez-vous une forme de censure ou d'autocensure, consciente ou inconsciente ?

*David Pujadas*

Le débat est permanent. Nous faisons attention aux questions de représentation. Par exemple, lorsqu'il y a des affaires de pédophilie dans l'Église catholique, nous essayons de ne pas faire comme si toute la place de l'Église dans la société française était résumée par ces affaires de pédophilie.

*Jean-Marie Bayle*

Nous n'avons pas attendu l'issue de la campagne électorale pour avoir un débat au sein de nos rédactions. Par exemple, concernant les voitures qui brûlaient dans la banlieue de Strasbourg, nous nous sommes rendu compte que lorsque nous envoyions des reporters sur place, il y avait incontestablement une émulation et, en arrêtant de tourner, les choses se calmaient : nous avons donc décidé de suivre les choses de plus loin pour ne pas s'impliquer et ne pas jouer le rôle de catalyseurs.

*Joël Roman*  
*Rédacteur en chef d'Esprit*

Je crois que le débat a bien montré qu'il y a eu une chronologie et un moment où il y a eu une sorte d'inflation considérable de l'importance donnée à l'insécurité et à la violence, puis une inflexion très nette après

le 21 avril. Il y a également un accord assez général pour remarquer que cela a démarré après les municipales de 2001 et que cela a complètement basculé avec l'intervention de Jacques Chirac, le 14 juillet. N'y a-t-il pas eu une certaine frilosité à l'égard de cette injonction du politique ? Il faut se rappeler que Jacques Chirac avait parlé d'une « déferlante de l'insécurité » et nous l'avons eue, en tous cas dans les médias. Au-delà même du monde médiatique, il y a une espèce d'horizon d'attente qui se crée, dans la population, dans le monde politique, parmi les journalistes eux-mêmes, qui vient construite un cadre d'interprétation déjà prêt pour accueillir un certain nombre de choses. Il faudrait voir le cheminement que cela prend et le rôle de l'AFP y est certainement très important. On s'auto-persuade collectivement et, tant les politiques que les médias sont dans une posture en miroir.

D'autre part, je crois que l'on ne peut pas uniquement se réfugier derrière les grands arguments classiques du miroir et du thermomètre. Ce miroir et ces phénomènes existent, mais, en même temps, tout dépend de la manière dont on oriente le miroir et du cadre que l'on a choisi de délimiter. De même pour le thermomètre, il y a aussi un moment où prendre sa température relève quand même un peu d'une forme d'hypocondrie.

Il est évident qu'aujourd'hui, on est beaucoup plus en insécurité en prenant sa voiture et en roulant sur l'autoroute qu'en traversant une cité de banlieue. Or, jamais la question de la sécurité routière n'a fait l'objet, sauf à certains moments très précis, d'une telle focalisation.

Il faut donc relativiser les choses.

Ainsi, il faut éviter le traitement par concession d'un certain nombre de choses. Par exemple, j'ai été très frappé qu'à chaque fois qu'apparaissent des chiffres, on nous dit que ces chiffres sont contestés mais que, néanmoins, l'augmentation est préoccupante. On fait état de la réflexion critique sur les chiffres, mais ce qui compte, c'est la perception sociale à laquelle renvoient ces chiffres-là et la perception sociale, c'est quand même celle de l'augmentation. Il y aurait là quelques précautions à prendre.

D'autre part, il faut se méfier du cadre global d'interprétation qui vient solliciter très vite les événements. On s'aperçoit souvent qu'un certain nombre d'« affaires » sont, en fait, des affaires singulières et, lorsqu'on y est allé voir, qu'on a pris le temps d'y retourner, on constate qu'une histoire singulière s'était nouée ■

*Postface, janvier 2003*

### **C'est le temps qui manque le plus**

S'ils ne font pas consensus (sur le poids de la délinquance effective, l'usage des statistiques ou les stratégies rédactionnelles engagées, les divergences restent fortes), les échanges qui précèdent se révèlent cependant fort précieux. On perçoit d'abord à les lire la pauvreté des critiques qui se sont contentées de dénoncer les rédactions (« TF-Haine »), les journalistes lobotomisés ou la manipulation médiatique. Dans cette relation complexe qu'entretiennent de longue date l'insécurité, les médias et la démocratie, l'événement « 21 avril » a ranimé des inquiétudes, suscité des débats, relancé des réflexions. Sans doute ce mouvement fut-il trop tardif, une fois survenu le séisme Le Pen, et plus encore une fois connus les comptages de TNS Média Intelligence, qui soulignaient l'essor (+126% en février-mars 2002) des sujets consacrés à l'insécurité. Mais ces échanges ont bien montré combien, loin d'intentions ou de responsabilités claires, c'est une posture et une dynamique professionnelle qu'il convient d'interroger.

De tous les thèmes abordés, c'est sans doute la trame temporelle qui fait le plus défaut. Penser la « déferlante de l'insécurité » dans le cadre d'une chronologie électorale sise entre les municipales de 2001 et les présidentielles de 2002, pour exact que cela soit, procède cependant d'une « mémoire courte ». Les débats des années 1970, lorsque la France « avait peur », et plus encore ceux des années 1900-1914, marqués par une sensibilité exacerbée à l'égard de la délinquance juvénile (c'est le temps des Apaches), par le sentiment d'une crise de la répression paralysant le pays et par la rapide politisation du « malaise de la sécurité publique », peuvent fournir des repères essentiels. On a alors, dans des termes souvent très proches, discuté les mêmes questions. Alors que journalistes et publicistes conservateurs défendaient le droit des quotidiens à alerter l'opinion et à prendre sans état d'âme le parti des honnêtes gens « terrorisés » par les bandes de voyous, d'autres accusaient les médias d'affoler le pays, d'alimenter une psychose artificielle et de nourrir la réaction. « *Je ne sais rien de plus ignominieux que l'exploitation journalistique et politique qui a été faite des crimes des bandits*, écrit Jaurès en mai 1912. *Un immense effort a été conduit pour semer la panique et la faire tourner au profit de la réaction* ». On pourrait sans doute remonter plus avant, aux débats entourant le vote de la loi sur la relégation des multirécidivistes en 1885,



et aux premières campagnes journalistiques dénonçant dès 1881 les « sauvageons » et « l'insécurité de Paris ».

L'histoire n'a bien sûr jamais de leçons à donner. Elle me semble cependant avoir en ce dossier deux vertus principales. Concernant des phénomènes qui, comme la sécurité ou les atteintes à l'intégrité personnelle, s'expriment généralement en termes « absolus », elle introduit un peu de jeu, et une nécessaire distance critique. « *Notre rôle est d'amener nos contemporains à voir les choses de manière plus distanciée, c'est-à-dire à les libérer d'une partie de leur angoisse, de les libérer du désarroi où ils se trouvent* », écrivait Georges Duby. Elle permet aussi de penser le phénomène dans le plus long terme de sa constitution, et de la dynamique interne qui le porte. On s'aperçoit ainsi que la réflexion des journalistes, pour réelle et constante qu'elle fut, a toujours porté sur des questions de sources (authenticité, validité) ou de responsabilité sociale (à l'égard de « l'opinion »), jamais sur les catégories mobilisées ou héritées. Or c'est pourtant ici que se nouent les aspects essentiels.

Qu'en est-il ainsi du concept d'insécurité ? S'il est juste de signaler que la notion renvoie à des phénomènes sociaux très divers (chômage, précarité, incertitudes de l'avenir), je ne pense pas qu'il convienne de trop la délayer. Le terme en est venu, depuis les années 1880 environ, à spécifier la menace délinquante, et il nous faut le prendre comme tel, dans son acception publique. Mais, même réduit à cette dimension, il associe de multiples niveaux de compréhension que les médias ne s'emploient jamais à clarifier : la crainte du crime, bien sûr, mais aussi la préoccupation idéologique, les certitudes et les pratiques qu'elle engendre, enfin la délinquance effective, de plus en plus qualifiée elle-même d'insécurité, au risque de graves confusions entre des réalités distinctes (et la remarque vaut également pour les notions de « violence » ou de « délinquance »). La réflexion paraît aussi insuffisante sur les catégories et codes narratifs employés (récits-types, usage des chiffres, des citations, effets de mise en scène et de dramaturgie), gros producteurs de croyances sociales, et qu'on gagne à penser dans l'épaisseur de leurs usages successifs.

Ce qu'au bout du compte la pesée longue de ces questions permet peut-être d'apprécier, et que ces Entretiens mettent au jour à leur façon, c'est une sorte de tension propre au fonctionnement des médias modernes, et largement constitutive de leur nature. Tension entre un rôle clairement démocratique, qui passe par le souci d'informer, d'éclairer, tout en menant sur soi-même une réflexion déontologique, et une fonction purement commerciale et marchande, qui engage, contradictoirement, à considérer l'information comme un produit, une

denrée, aux caractères plus ou moins vendables. Par son goût du spectaculaire, de l'émotionnel et sa « prime à la victime », l'insécurité procède presque exclusivement de la sphère du marché. Contrebalancée en cas de débat public par une réflexion critique, cette disposition s'affiche sans rivale en période de consensus. C'est le cas en 1880, c'est encore le cas vers 1907-1908, c'est surtout le cas depuis la fin des années 1990, marquées par la progressive conversion de la gauche au sécuritarisme (colloque de Villepinte en octobre 1997), la priorité politique peu à peu donnée à cette question, l'orientation prise par la campagne présidentielle. Parce que cela donnait le sentiment de convenir à tous et de servir la vie « telle qu'elle est », parce que cela répondait surtout à l'une des fonctions inhérentes aux médias, les rédactions ont « produit » du fait divers et de la délinquance comme elles savent le faire, abondamment, au jour le jour, et sans vraiment l'analyser. On n'a réfléchi qu'après, trop tard, aux effets d'un tel choix.

Du temps, à tous les sens du terme, c'est peut-être cela qui manque avant tout aux médias ■

**Dominique Kalifa**

*Université Paris-1 – Panthéon-Sorbonne*